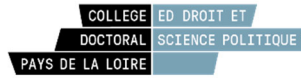


Règlement intérieur de l'École doctorale Droit et science politique adopté par le conseil de l'École doctorale le 26 janvier 2023



Textes de référence

- ◆ La charte du doctorat des Pays de la Loire et la convention de formation signées par le doctorant et son(s) directeur(s) de thèse
- ◆ L'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat
- ◆ Le décret n° 2016-1173 du 29 août 2016 modifiant le décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche
- ◆ La convention de coordination de la formation doctorale en Pays de la Loire
- ◆ Les conventions d'accréditation des écoles doctorales et des établissements en cours

1. Rôle du conseil de l'École doctorale

Dans le cadre des politiques scientifiques des établissements accrédités, le conseil de l'École doctorale définit la politique de formation doctorale de l'École doctorale. Il évalue chaque année les différents bilans de l'École doctorale. Il approuve le règlement intérieur de l'École doctorale. Sur convocation du directeur qui fixe les ordres du jour des réunions en concertation avec les directeurs adjoints, le conseil est réuni au moins trois fois par an.

Un membre du conseil empêché d'assister à une séance peut donner à un membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur de plus de deux pouvoirs.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu approuvé par l'ensemble des présents et diffusé aux membres du conseil, à la direction du Collège doctoral, aux chefs des établissements accrédités et associés, aux directions des unités rattachées et publié sur le site de l'École et rendu ainsi accessible à tous.

2. Rôle du directeur de l'École doctorale

Le directeur de l'Ecole Doctorale met en œuvre le programme d'actions de l'Ecole Doctorale, et présente chaque année un rapport d'activité devant la commission de la recherche du conseil académique, ou de l'instance qui en tient lieu dans les établissements concernés. Ce rapport d'activité est présenté à un conseil du Collège doctoral Pays de la Loire.

Le directeur de l'Ecole Doctorale veille à la mise en œuvre par l'École doctorale d'une politique d'admission des doctorants au sein de l'École, fondée sur des critères explicites et publics. Il veille aussi à l'information des étudiants par l'École doctorale sur les conditions d'accès, les compétences requises, les financements susceptibles d'être obtenus, la nature, la qualité et les taux d'activité professionnelle après l'obtention du doctorat.

Pour information, il présente chaque année devant le conseil de l'Ecole Doctorale la liste des doctorants dans laquelle est précisé pour chacun d'eux le financement dont il bénéficie.

Il en informe la direction du Collège doctoral qui transmet cette liste pour information aux chefs des établissements.

Le directeur de l'École doctorale représente l'École au sein du conseil du Collège doctoral Pays de la Loire. Le directeur est le responsable scientifique : il veille à la qualité des recrutements et des thèses soutenues.

Le directeur de l'École doctorale est nommé par le chef d'établissement porteur de l'École doctorale après désignation conjointe par les chefs des établissements accrédités (ci-après « Comité doctoral ») et après avis du conseil de l'École doctorale et des commissions de la recherche des établissements accrédités ou des instances qui en tiennent lieu.

Il est nommé pour la durée de l'accréditation de l'École doctorale. Son mandat peut être renouvelé une fois au plus.

En cas de vacance de la direction en cours de contrat un nouveau directeur ou directeur adjoint de site est désigné suivant le même processus de nomination. La désignation se fait dans les plus brefs délais, dans l'année qui suit la vacance. Pour assurer l'intérim, un des directeurs adjoints est désigné par l'établissement porteur de la direction de l'École doctorale, sur proposition du conseil de l'École doctorale, comme directeur provisoire.

3. Rôle des directeurs adjoints de l'École doctorale

Les directeurs adjoints assistent le directeur sur chacun des sites de l'École doctorale. Afin d'être au plus proche des doctorants, le directeur de l'École doctorale peut, dans le respect de la réglementation nationale et sous réserve de l'accord des chefs des établissements accrédités, déléguer tout ou partie des prérogatives liées à sa direction aux directeurs adjoints de site.

Le directeur adjoint représente l'École doctorale au sein des pôles doctoraux. S'il existe une commission de site de l'École doctorale, le directeur adjoint de site a en charge son animation. Le directeur adjoint de l'École doctorale est nommé par le chef d'établissement dont est issue la direction adjointe de l'École doctorale après avis du conseil de l'École doctorale, des chefs d'établissements accrédités sur le site concerné et de la commission de la recherche de l'établissement accrédité dont est issue la direction adjointe du site ou de l'instance qui en tient lieu. Ce chef d'établissement en informe la direction du Collège doctoral pour transmission au Comité doctoral.

Les directeurs adjoints sont nommés pour la durée de l'accréditation de l'École doctorale. Leurs mandats peuvent être renouvelés une fois au plus. En cas de vacance de la direction adjointe en cours de contrat, un nouveau directeur adjoint de site est désigné suivant le même processus de nomination.

4. Instances de l'École doctorale

L'École doctorale est dotée d'un conseil prévu par la réglementation nationale, d'un bureau et éventuellement d'autres commissions. Le directeur peut proposer au conseil de l'École doctorale la création de commissions de site ou d'autres commissions pour assurer au quotidien la gestion de proximité.

4.1 Composition du conseil de l'École doctorale

Le conseil de l'École doctorale comprend seize membres. Il est présidé par le directeur de l'École doctorale qui participe aux réunions du conseil de l'Ecole Doctorale sans voix délibérative s'il n'est pas membre du conseil.

La répartition des membres est la suivante :

- Soixante pour cent de ses membres sont des représentants des établissements, des unités ou équipes de recherche concernées, dont au moins deux représentants des personnels ingénieurs, administratifs ou techniciens.
- Il est complété, à hauteur de 20 % du total des membres du conseil, arrondi s'il y a lieu à l'unité inférieure, par des doctorants élus parmi et par les doctorants inscrits à l'École doctorale.
- Pour le 20% restant, sur proposition des membres du conseil de l'École doctorale, il est complété par des membres extérieurs à l'École doctorale choisis parmi les personnalités qualifiées, dans les domaines scientifiques et dans les secteurs socio-économiques concernés.

Sa composition doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

La direction du Collège doctoral Pays de la Loire ou un responsable administratif est invité permanent du conseil de l'École doctorale pour aider à la prise de décision dans le respect de la réglementation et des procédures des établissements.

Sous réserve de l'accord des conseils d'administration des établissements accrédités, l'élection et la nomination des membres du conseil suivent les principes suivants. Les membres du troisième collège sont élus par les doctorants de l'École doctorale par un scrutin de liste, à un tour, au plus fort reste et sans panachage. La nomination des membres extérieurs sera validée par le Comité doctoral sur proposition de la direction de l'École doctorale et des membres des trois premiers collèges du conseil de l'École doctorale.

Chaque membre du conseil est nommé pour la durée de l'accréditation. Son mandat peut être renouvelé une fois et il quitte le conseil lorsqu'il perd la qualité au titre de laquelle il siège.

Les règles de désignation ou d'élection ci-dessus s'appliquent pour pourvoir les sièges qui se trouveraient vacants en cours de contrat.

4.2 Bureau de l'École doctorale

Le bureau de l'École doctorale comprend son directeur et les directeurs adjoints, auxquels peuvent être adjoints des invités pour leurs compétences spécifiques. Le bureau prépare notamment le programme d'actions de l'École doctorale et les réunions du conseil de l'École doctorale. Les membres du bureau de l'École doctorale participent aux réunions du conseil de l'École doctorale sans voix délibérative s'ils ne sont pas membres du conseil.

4.3 Commission des thèses

La commission des thèses de l'École doctorale a pour mission d'examiner, sur demande de la direction de l'École doctorale, les demandes d'inscription à l'École doctorale (qualité académique du futur doctorant, respect des conditions de financement, et d'encadrement, qualité du projet de thèse) et les demandes de soutenance (évaluation scientifique des travaux, avis sur le choix des rapporteurs et sur la proposition de jury). Les membres de cette commission sont désignés par le Conseil de l'École doctorale en début de chaque accréditation.

4.5 Rôles et composition des autres instances

La commission de détection des contrefaçons est chargée de soumettre au logiciel « Compilatio », de façon aléatoire, les thèses déposées avant soutenance. Elle examine les

rapports produits à cette occasion et les transmet, le cas échéant, à la direction de la thèse. Les membres de cette commission sont désignés par le Conseil de l'École doctorale en début de chaque accréditation.

4.6 Dispositions transitoires

L'équipe de direction provisoire de l'École Doctorale nommée pour préparer la mise en place de l'École doctorale est maintenue dans ses fonctions organisationnelle et décisionnelle entre le début de l'accréditation et la mise en place du conseil de l'École doctorale. Elle joue pendant cette période de 4 mois le rôle du bureau de l'École doctorale. Dès lors que le conseil de l'École doctorale aura été installé, les directeurs et leurs adjoints seront confirmés dans leur rôle sous réserve d'un avis conforme du conseil de l'École doctorale.

5. Affiliation des unités, équipes et HDR à l'École doctorale

Au premier trimestre de chaque année civile chaque directeur d'unité et d'équipes rattachées à l'École doctorale remettra au directeur de l'École de rattachement, la liste exhaustive des membres en précisant pour chacun d'eux nom, prénom, position (MC, PR, CR, DR...), possession de l'HDR ou de la thèse d'Etat. L'appartenance d'une équipe à plusieurs Écoles Doctorales doit être l'exception et n'est possible qu'avec l'accord de la direction de l'unité et des directeurs des Écoles doctorales concernées. Un chercheur ou un enseignant-chercheur, habilité à diriger des recherches (HDR) ou non, ne peut être rattaché qu'à une et une seule École doctorale, celle de son unité, ou de son équipe le cas échéant, de recherche d'affectation. Toute demande de dérogation à cette règle devra être motivée et instruite par le Collège doctoral. Cette liste des enseignants-chercheurs et chercheurs membres de l'École doctorale est accessible au public sur le site internet de l'École.

6. Détermination de l'établissement d'inscription d'un doctorant

L'établissement d'inscription et de délivrance du doctorat est lié à l'origine du financement, à l'unité d'accueil, et éventuellement à la localisation de l'équipe de l'unité dans laquelle les doctorants effectuent leurs travaux de recherche.

7. Ressources financières des doctorants

La direction de thèse et le directeur de l'École Doctorale (ou le directeur-adjoint du site) doivent informer le candidat avant son inscription des moyens alloués par l'unité de recherche pour la préparation de sa thèse et des possibilités de financements supplémentaires via des appels à projets de l'École Doctorale et/ou de l'établissement (appels à projets mobilité...).

Un niveau de ressources minimal, supérieur ou égal à 80% du SMIC net par mois est exigé. La priorité doit être donnée à des financements sous forme de contrats de travail d'une durée d'au moins 3 ans à partir de la première inscription en thèse. Lorsqu'un plan de financement sur trois ans existe, celui-ci est élaboré lors de la première inscription et est précisé dans la convention de formation et la convention de cotutelle le cas échéant.

Les candidats souhaitant réaliser une thèse à temps complet sur des ressources personnelles et en accord avec le directeur de thèse, l'équipe d'accueil et/ou le laboratoire, devront fournir une

attestation sur l'honneur argumentée chaque année expliquant les ressources et leur provenance permettant de réaliser les travaux dans le temps imparti de 3 ans.

Si les ressources du doctorant proviennent d'une activité professionnelle non directement liée à la thèse, il s'agira de s'assurer chaque année par une attestation de ressources financières ou attestation de l'employeur que cette activité lui laisse suffisamment de temps pour la bonne réalisation de la thèse à temps partiel, en six ans au plus.

8. Procédure de sélection des doctorants

Les établissements mandatent le conseil de l'École doctorale pour mettre en œuvre une sélection ouverte, transparente et fondée sur le mérite des candidats à un contrat doctoral, en respectant les règles suivantes.

- Chaque sujet de thèse bénéficie de la publicité la plus large par une publication sur des sites dédiés.
- L'École doctorale organise des concours pour l'attribution des contrats doctoraux (co)financés par les établissements. Le périmètre d'un concours est défini par ou les financeurs du contrat doctoral. Ce périmètre peut être par exemple l'ensemble de l'École doctorale, un site, un établissement, une unité, une thématique donnée, un ensemble précis de sujets, un seul sujet...
- La procédure de sélection comprend un entretien avec le candidat (éventuellement en visioconférence) par un jury d'audition, comptant *a minima* deux membres et dont la composition est proposée ou validée par l'École doctorale.
- Si un concours est infructueux, le financeur décidera du redéploiement du ou des financement(s) non attribué(s).

9. Comité de suivi individuel

Le doctorant est accompagné pendant toute la durée du doctorat par un comité de suivi individuel dont la composition reste constante, dans la mesure du possible, tout au long de son doctorat. Cette composition est fixée dans les 4 premiers mois suivant l'inscription par le directeur de l'École doctorale sur proposition de la direction de thèse en concertation avec le doctorant. Elle est validée par la direction de l'unité. Le doctorant est consulté sur la composition de son comité de suivi individuel.

Le comité de suivi individuel du doctorant est composé d'au moins deux enseignants-chercheurs ou chercheurs non impliqués dans la thèse, habilités à diriger des recherches (HDR) ou non. Il comprend au moins un membre spécialiste de la discipline ou en lien avec le domaine de la thèse et un membre non spécialiste extérieur au domaine de la thèse. Dans la mesure du possible, le comité de suivi individuel du doctorant comprend un membre extérieur à l'établissement. Les membres de ce comité ne participent pas à la direction du travail du doctorant. Ils peuvent faire partie du jury de thèse mais ne peuvent pas être rapporteurs des travaux de thèse. En cas de démission d'un des membres du comité, il est remplacé suivant le même processus.

Le comité de suivi individuel se réunit obligatoirement avant l'inscription en deuxième année et ensuite avant chaque nouvelle inscription jusqu'à la fin du doctorat.

Les entretiens annuels sont organisés sous la forme de trois étapes distinctes : présentation de

l'avancement des travaux et discussions, entretien avec le doctorant sans la direction de thèse, échange avec la direction de thèse sans le doctorant.

Préalablement à cet entretien, le doctorant aura renseigné et envoyé aux membres de son CSI la convention de formation, le plan individuel de formation, le recueil des réalisations ainsi qu'un rapport annuel (document type fourni par l'École doctorale) contenant une brève description du sujet de thèse, un résumé des travaux réalisés, les perspectives envisagées sur le travail de thèse pour l'année à venir, une description du projet professionnel, le degré d'intégration dans l'unité de recherche, les formations doctrinales suivies, les communications ou publications ainsi que les autres activités éventuelles.

Au cours de l'entretien avec le doctorant, le comité évalue les conditions de sa formation et les avancées de sa recherche. Il est particulièrement vigilant à repérer toute forme de conflit, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissement sexiste. Il formule des recommandations et transmet un rapport de l'entretien au directeur de l'École doctorale, au doctorant et au directeur de thèse.

En cas de difficulté, le comité de suivi individuel du doctorant alerte l'École doctorale, qui prend toute mesure nécessaire relative à la situation du doctorant et au déroulement de son doctorat. Dès que l'École doctorale prend connaissance d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes, elle procède à un signalement à la cellule d'écoute de l'établissement contre les discriminations et les violences sexuelles.

Le comité de suivi peut être réuni sur sollicitation du doctorant ou de la direction de thèse à tout moment de la thèse.

10. Inscriptions annuelles en doctorat

À l'issue du processus de sélection décrit en 8, l'inscription en première année de doctorat est prononcée par le chef de l'établissement accrédité sur proposition du directeur de l'École doctorale, après avis du directeur de thèse et du directeur de l'unité ou de l'équipe de recherche. La première inscription en thèse est subordonnée à la qualité des résultats académiques antérieurs et à l'existence d'un financement au titre de la thèse comme décrit en 7.

La préparation de la thèse implique un renouvellement annuel de l'inscription du doctorant dans son établissement. L'inscription est renouvelée au début de chaque année universitaire par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de l'École doctorale, après avis du directeur de thèse et du comité de suivi individuel du doctorant. En cas de non-renouvellement envisagé, après avis du directeur de thèse, l'avis motivé est notifié au doctorant par le directeur de l'École doctorale. Un deuxième avis peut être demandé par le doctorant auprès de la commission recherche du conseil académique ou de l'instance qui en tient lieu, dans l'établissement concerné. La décision de non-renouvellement est prise par le chef d'établissement, qui notifie celle-ci au doctorant.

Lors de l'inscription annuelle en doctorat, le directeur de l'École doctorale vérifie que les conditions scientifiques, matérielles et financières sont assurées pour garantir le bon déroulement des travaux de recherche du doctorant et de préparation du doctorat.

11. Direction de thèse

Selon la réglementation en vigueur, le doctorat est préparé dans une unité de recherche rattachée

à une École doctorale, sous la responsabilité d'un directeur de thèse rattaché à cette même unité de recherche et cette même École doctorale. Un chercheur ou un enseignant-chercheur, habilité à diriger des recherches (HDR) ou non, ne peut être rattaché qu'à une et une seule École doctorale, celle de son unité, ou de son équipe le cas échéant, de recherche d'affectation. Toute demande de dérogation à cette règle devra être motivée et instruite par le Collège doctoral. Le/les co-directeurs ne sont pas nécessairement affiliés à la même École doctorale ni à la même unité de recherche.

La direction de la thèse est responsable de l'encadrement de qualité pour la durée de la thèse ainsi que du suivi du bon déroulement des travaux de la thèse, ce qui exige une part significative de son temps soit un minimum de 40% d'encadrement et que le pourcentage majoritaire soit attribué au directeur de thèse. Le futur doctorant doit être informé du rythme des entretiens/réunions qui seront institués entre lui-même et sa direction de thèse. Le taux global d'encadrement d'un doctorant ne peut pas dépasser 100%. Le pourcentage minimum pour un co-encadrant est de 30%.

Sauf exception devant faire l'objet d'une demande de dérogation auprès de l'École doctorale, le nombre maximum de doctorants placés sous la responsabilité d'un même directeur de thèse est de 6, chaque doctorant comptant pour un.

L'équipe d'encadrement peut être élargie à des membres qui peuvent ne pas être habilités à diriger des recherches – désigné co-encadrant. L'équipe d'encadrement incluant le directeur, les codirecteurs et co-encadrants ne peut pas dépasser 3 membres. Il pourra être accordé des dérogations à quatre membres maximums sur présentation d'un argumentaire signé des deux laboratoires validé par les ED concernées ou de la convention de cotutelle.

Le taux de participation des membres de l'École doctorale à l'encadrement d'une thèse doit être de 40% au minimum sauf exception dûment argumentée et acceptée par la direction de l'École doctorale.

L'École doctorale collecte et conserve, pour chaque thèse, la liste des personnes participant à l'encadrement ainsi que leurs taux de participation à l'encadrement.

12. Plan individuel de formation et formations complémentaires

Pour accompagner le doctorant dans la formalisation de ces compétences, la définition de ces besoins de formation et l'élaboration de son portfolio, une offre de formation diversifiée est mise à sa disposition. Cette offre regroupe les formations dites « scientifiques » ou « disciplinaires » et des formations transversales à caractère professionnalisant ou méthodologique.

En vue d'élargir son champ de compétences ainsi que son horizon disciplinaire et de faciliter sa future poursuite de carrière, le doctorant doit suivre, durant la préparation de sa thèse, au minimum 100 heures de formation ou équivalent.

Dans le respect des règles ci-dessus, chaque doctorant construit son plan individuel de formation en fonction de son parcours, des spécificités de la thèse préparée et de son projet de

poursuite de carrière. A cette fin, il n'est pas imposé par les écoles doctorales de proportions minimales de formations transversales ou disciplinaires à respecter. La direction de thèse, le comité de suivi individuel et l'École doctorale sont les garants de la pertinence des choix du doctorant.

Une formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique et une formation à la science ouverte sont obligatoirement incluses dans le plan individuel de formation de chaque doctorant. Les doctorants contractuels bénéficiant d'une activité complémentaire (enseignement, valorisation des résultats de la recherche, expertise, diffusion de l'information scientifique et technique) doivent suivre les formations correspondantes proposées en priorité par le Collège doctoral et les pôles doctoraux. Des validations pourront être accordées en fonction des expériences passées.

Des actions de formations pourront être choisies en dehors de l'offre de formation proposée par les écoles doctorales, les pôles ou le Collège doctoral. Ces actions pourront être proposées par des structures extérieures (organismes de formation, établissement employeur et partenaires du projet doctoral) ou des activités de valorisation du doctorat (participation à des salons professionnels, à des instances...).

Des demandes de dispense de formation complémentaires pourront être faites auprès de l'École doctorale à hauteur maximale de 50 heures de formation pour les doctorants sous contrat CIFRE, en cotutelle ou ayant une activité salariée. Une dispense de 20 heures de formation maximum est accordée pour les réalisations scientifiques des doctorants (publications, organisation ou participation à des colloques...).

Les activités de pratique professionnelle de la recherche seront listées dans un recueil des réalisations. Cette liste d'activité devra reprendre les publications d'articles, et les participations et/ou présentations pendant des séminaires ou colloques nationaux ou internationaux.

Un relevé des formations suivies, établi par le doctorant et validé par l'École doctorale est intégré au portfolio prévu par la réglementation nationale (art. 15 arrêté du 25 mai 2016). Ce relevé peut faire l'objet d'une demande par l'établissement d'inscription pour l'obtention de l'autorisation de soutenance de thèse.

13. Soutenances de thèse

13.1 Rapporteurs et jury de thèse (hors cas des cotutelles)

Le jury de thèse est désigné par le chef d'établissement après avis du directeur de l'École doctorale et du directeur de thèse. Sa composition doit être conforme à l'article 18 de l'arrêté du 25 mai 2016.

Il doit être composé de quatre à huit membres. Il doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes, et doit comporter à minima un représentant de chaque genre. La

moitié de ses membres au moins doit, d'une part, être extérieure à l'École doctorale et à l'établissement d'inscription et, d'autre part, être composée de personnalités de rang A, professeurs, directeurs de recherche ou personnels assimilés au sens de l'article 6 de l'arrêté du 25 mai 2016. Dans l'hypothèse où le directeur et le codirecteur de thèse sont tous les deux membres du jury, il est recommandé de veiller à ce que le jury soit constitué d'au moins 5 membres.

La qualité de professeurs des universités ou assimilé se base sur les arrêtés de 1992¹ et 2011² ainsi que le décret relatif à l'éméritat des professeurs des universités et des maîtres de conférences³. Les professeurs et chercheurs émérites n'entrent pas dans le quota des 50% de professeurs des universités ou assimilés et ne peuvent pas être présidents de Jury de soutenance de doctorat.

Les rapporteurs sont extérieurs à l'unité de recherche, à l'École doctorale et à l'établissement d'inscription où a été préparé la thèse et ils ne doivent pas avoir participé aux travaux de la thèse ni avoir de conflits. Pour rappel, les membres du CSI peuvent faire partie du jury de thèse mais ne peuvent pas être rapporteurs des travaux de thèse.

13.2 Demande d'autorisation de soutenance

Lorsqu'un doctorant et sa direction de thèse considèrent que les travaux méritent d'être soutenus, le directeur de thèse transmet à l'École doctorale une proposition de jury et de rapporteurs, les avis du comité de suivi individuel depuis le début de la thèse, la liste des productions scientifiques du doctorant (publications, communications...), son portfolio (liste de toutes ses activités durant sa formation, incluant enseignement, diffusion de la culture scientifique et mise en valeur des compétences qu'il a développées pendant la préparation du doctorat) et son manuscrit de thèse. A partir de ces éléments, le directeur de l'École doctorale donne son avis au chef de l'établissement d'inscription en sollicitant la commission des thèses s'il l'estime nécessaire.

Lorsque la commission des thèses est sollicitée par le directeur de l'École doctorale, elle analyse la recevabilité académique de la thèse et elle s'assure que les rapporteurs et le jury proposés répondent à la réglementation nationale et aux recommandations de l'École doctorale.

13.3. Recours à la commission des thèses

En cas de désaccord entre le directeur de l'École doctorale et le chef de l'établissement concerné sur la désignation des rapporteurs, la composition du jury ou l'autorisation de soutenance, le dossier est examiné par la commission des thèses de l'École doctorale qui consultera la direction

¹ Arrêté du 15 juin 1992 fixant la liste des corps de fonctionnaires assimilés aux professeurs des universités et aux maîtres de conférences pour la désignation des membres du Conseil national des universités <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000019860291/2020-09-13>

² Arrêté du 10 février 2011 relatif à la grille d'équivalence des titres, travaux et fonctions des enseignants-chercheurs mentionnée aux articles 22 et 43 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000023665054/2020-01-01>

³ Décret n° 2021-1423 du 29 octobre 2021 relatif à l'éméritat des professeurs des universités et des maîtres de conférences <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044273426>

de thèse. Cette commission fera une nouvelle proposition ou émettra un avis qui sera transmis par le directeur de l'École doctorale au chef de l'établissement concerné.

14. Etablissements accrédités

Les établissements veillent à la mise en œuvre, en leur sein, des orientations de l'École doctorale. Ils s'assurent de la conformité administrative des dossiers des doctorants de leur établissement transmis à l'École doctorale où s'effectue la gestion pédagogique de l'ensemble des dossiers des doctorants de l'École doctorale. Les établissements d'inscription sont les garants de la mise en œuvre de la convention de formation.

15. Médiation

En cas de conflit entre le doctorant et son encadrement, une procédure de médiation est mise en place selon les termes de la charte du doctorat signée en début de thèse.

Pour rappel, tout conflit persistant entre le doctorant et les membres de sa direction de thèse doit être porté à la connaissance du directeur de l'unité qui s'efforcera d'aider les parties à trouver une solution pour y remédier.

En cas d'échec, le doctorant, les membres de la direction de thèse, ou le directeur de l'unité saisiront le directeur de l'École doctorale (ou le directeur-adjoint du site) qui fera appel à un groupe de médiation composé d'au moins deux membres du conseil de l'École doctorale dont un représentant des doctorants. Ce groupe, sans dessaisir quiconque de ses responsabilités, écouterá les parties et proposera une solution. La mission du groupe de médiation implique son impartialité.

Si le conflit inclut des questions d'éthique et/ou d'intégrité scientifique, la direction de l'École doctorale prend l'attache du référent à l'intégrité scientifique de l'établissement d'inscription du doctorant, s'il existe. Le doctorant, un membre de la direction de thèse, ou la direction de l'unité peuvent également le cas échéant saisir le référent à l'intégrité scientifique de l'établissement d'inscription.

En cas de nouvel échec de cette médiation, le doctorant, la direction de thèse, ou le directeur de l'unité pourront demander au chef d'établissement d'inscription la nomination d'un nouveau médiateur. En cas de nouvel échec, un dernier recours pourra enfin être déposé auprès du chef d'établissement d'inscription.

16. Suivi de poursuite carrière

Le suivi de la poursuite de carrière des docteurs est assuré par le Collège doctoral Pays de la Loire en coopération avec l'École doctorale et les unités de recherche. A cette fin, chaque doctorant s'engage lors de son inscription en thèse à fournir au Collège doctoral Pays de la Loire, à son École doctorale et son unité de recherche, toute information permettant de le solliciter pour répondre de manière aussi exhaustive que possible aux enquêtes concernant son devenir professionnel et cela pendant une durée de cinq ans après l'obtention de son doctorat.

17. Liste de diffusion

Il est demandé aux doctorants de s'assurer qu'ils sont bien inscrits sur les listes de diffusion de l'École doctorale, du pôle doctoral dont ils relèvent et du Collège doctoral Pays de la Loire sous une adresse électronique institutionnelle qu'ils consultent régulièrement.

18. Site internet

Le site internet de l'École doctorale sert à la communication interne et externe de l'École. Sont publiés en particulier les textes de référence, ce règlement intérieur, son organigramme, ses coordonnées, la liste des chercheurs et enseignants-chercheurs rattachés à l'École doctorale et leurs taux d'encadrement, les compte-rendu des réunions du conseil, les résultats des campagnes de recrutement des doctorants, les formations disciplinaires proposées et une description de chaque étape du parcours de thèse. Le site internet est développé sous la responsabilité du Collège doctoral.

19. Modification du règlement intérieur

Ce règlement intérieur est modifiable par le conseil de l'École doctorale sur proposition du bureau de l'École doctorale et après avis de la direction du Collège doctoral Pays de la Loire. En cas d'avis défavorable du Collège doctoral, l'École doctorale pourra solliciter l'avis du Comité doctoral.